

# LA NATION

QUOTIDIEN D'INFORMATION EN LIGNE FONDÉ LE 21 FEVRIER 2005  
SEPTIÈME ANNÉE N° 660 DU 24 SEPTEMBRE 2012

1801/2012 : 211<sup>e</sup> ANNÉE DE LA NATION GUADELOUPE

**BONNE SEMAINE À TOUTES ET À TOUS**

## **LA CITATION DE LA SEMAINE**

« La société est comme un navire ; tout le monde doit contribuer à la direction du gouvernail. »

**Henrik Ibsen**

*Suivez* Nous sur }  
**facebook**

**POUR AVOIR UNE SOCIÉTÉ  
SOLIDAIRE ET ÉQUITABLE  
IL NOUS FAUT UNE  
STABILITÉ DES PRIX  
ET L'AMÉLIORATION DU POUVOIR D'ACHAT**

## À LA UNE

### STABILITÉ DES PRIX ET AUGMENTATION DU POUVOIR D'ACHAT

Dans un exposé récent ,JEAN PAUL ELUTHER disait que LUREL et les conservateurs socialistes guadeloupéens de l'ordre colonial comme ceux de la droite , font tout pour que la Guadeloupe prenne du retard et gaspille ses maigres ressources en proposant une loi inutile . Avec l'article L 410-2 du code de commerce que nous reprenons , les prix devraient se stabiliser voire diminuer : « **Sauf dans les cas où la loi en dispose autrement, les prix des biens, produits et services relevant antérieurement au 1er janvier 1987 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 sont librement déterminés par le jeu de la concurrence. Toutefois, dans les secteurs ou les zones où la concurrence par les prix est limitée en raison soit de situations de monopole ou de difficultés durables d'approvisionnement, soit de dispositions législatives ou réglementaires, un décret en Conseil d'Etat peut réglementer les prix après consultation de l'Autorité de la concurrence. Les dispositions des deux premiers alinéas ne font pas obstacle à ce que le Gouvernement arrête, par décret en Conseil d'Etat, contre des hausses ou des baisses excessives de prix, des mesures temporaires motivées par une situation de crise, des circonstances exceptionnelles, une calamité publique ou une situation manifestement anormale du marché dans un secteur déterminé. Le décret est pris après consultation du Conseil national de la consommation. Il précise sa durée de validité qui ne peut excéder six mois** ». Ajouter de nouvelles dispositions à celles qui existent déjà ne vont rien changer de fondamental .

Pour les nationalistes et notamment LA CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE, les prix élevés et les inégalités dans le domaine de la consommation sont la conséquence d'une économie désarticulée et dominée . il faut une nouvelle politique qui se donne pour objectif la stabilité des prix et l'amélioration du pouvoir d'achat afin de permettre aux ménages de consommer d'une manière satisfaisante ce qui n'est pas le cas actuellement.

L'objectif de stabilité des prix s'applique au niveau général des prix dans l'économie et implique qu'il ne doit pas y avoir de périodes prolongées d'inflation ou de déflation. La stabilité des prix contribue de plusieurs manières à la réalisation d'un niveau élevé d'activité économique et

d'emploi.

Le pouvoir d'achat est la quantité de biens et de services que l'on peut acheter avec le revenu disponible. Le pouvoir d'achat est donc la capacité d'achat de biens et services pour un revenu déterminé. Mais, c'est aussi une quantité donnée de monnaie, tirée d'un revenu, donnant la capacité d'acheter une quantité donnée de biens et de services, que l'on a souvent réduit au « panier de la ménagère » afin d'en vérifier le pouvoir d'achat.

Pour réaliser ces deux objectifs , LA CONVENTION propose de faire adopter une loi dont le contenu sera le suivant :

### **EXPOSE DES MOTIFS**

L'économie de la Guadeloupe est petite , insulaire et les ménages consomment quasi exclusivement des biens et services importés . L'importation des biens et les politiques de concurrence mises en place depuis 1986 ont engendré deux types d'organisation de marchés à savoir d'une part, des monopoles ou oligopoles liés à l'étroitesse du marché (grande distribution, transport aérien, carburant ) et d'autre part, des monopoles ou oligopoles liés aux réseaux d'acheminement (fret, port, grossistes et importateurs....) qui favorisent de profondes inégalités de consommation et engendrent un fort taux de chômage . Ces inégalités sont aggravées par une distribution inégale des revenus avec en bas de la hiérarchie tous ceux qui vivent des prestations du système social et au sommet les agents publics qui bénéficient d'une prime de vie chère . Pour remédier à cette situation il faut tendre vers une stabilité des prix et améliorer le pouvoir d'achat des rémunérations.

### **ARTICLE 1**

En Guadeloupe , les prix des biens, produits et services sont déterminés à la fois par les pouvoirs publics et par le jeu de la concurrence. Le Gouvernement arrête, par décret la liste des biens , produits et services à réglementer et le prix des produits et services après consultation obligatoire du conseil régional et du Conseil régional de la consommation.

Il est créé un conseil régional de la consommation composé de représentants de l'état , du conseil régional , des associations de consommateurs et des organisations syndicales représentatives dans la région . La durée des fonctions des membres est de cinq ans renouvelable.

### **ARTICLE 2**

Le pouvoir d'achat des salaires ne doit en aucun cas diminuer .Les salaires

doivent prendre impérativement tous les ans l'évolution de l'indice des prix de l'année.

En Guadeloupe , le SMIC est fixé le premier janvier de l'année en cours par le gouvernement après consultation du conseil régional et du conseil guadeloupéen des salaires en prenant en compte le PIB de la Guadeloupe, l'indice INSEE des prix de produits importés et l'indice INSEE des prix des produits fabriqués localement .

Il est créé un conseil guadeloupéen des salaires composé des représentants de l'état , des organismes patronaux et des syndicats de salariés représentatifs en Guadeloupe . Ce conseil détermine tous les ans les évolutions de salaires qui doivent être appliquées par toutes les entreprises et toutes les administrations .

### **ARTICLE 3**

Tous les ans , au cours du premier trimestre de l'année , le gouvernement présente au conseil régional un rapport sur l'évolution des prix , des salaires et du pouvoir d'achat. Cette présentation donne lieu à un débat et à un vote .

Enfin ce projet doit être adopté par le conseil régional qui dispose des compétences pour le faire .

## **LA RÉDACTION**



## **AFFAIRES NATIONALES**

### **ÉCONOMIE, SOCIAL, SANTÉ, SCIENCES**

#### **LA CONJONCTURE FINANCIÈRE ET BANCAIRE AU 2<sup>e</sup> TRIMESTRE 2012**

Selon L'IEDOM, au 2ème trimestre 2012, l'activité économique guadeloupéenne s'essouffle. L'indicateur du climat des affaires (ICA) fléchit, rompant avec la tendance haussière de ces six derniers mois. L'activité manque de vigueur dans la plupart des secteurs : les entreprises

du commerce pâtissent de la relative faiblesse de la consommation et les secteurs clés du tourisme et du BTP font état d'une situation morose. Dans ce contexte, l'activité de crédit augmente à un rythme ralenti (la progression de l'encours sain passe de + 8 % en mars à + 3,7 % à fin juin). Cette évolution est principalement due à la perte de vitesse des crédits aux entreprises (+ 4,4 % sur un an après une hausse de 9,4 % le trimestre précédent). En revanche, l'encours des crédits aux ménages maintient un rythme de croissance de + 6,6 % sur un an, porté par le dynamisme des crédits à l'habitat qui enregistrent une croissance de + 8,9 % en glissement annuel. Les actifs financiers affichent une légère accélération de leur rythme de croissance (+ 3,6 % sur un an après + 3,3 % en mars 2012) bénéficiant notamment de la bonne performance des placements liquides ou à court terme. Au regard des résultats de l'enquête de conjoncture menée par l'IEDOM auprès des dirigeants des banques locales au mois d'août, l'activité bancaire devrait connaître une évolution contrastée au 3<sup>ème</sup> trimestre 2012, dans un environnement économique qui serait plus dégradé.

### **Des crédits aux ménages en forte croissance**

À fin juin 2012, l'encours sain des crédits aux ménages maintient un rythme de croissance dynamique, bien qu'en léger ralentissement (+ 6,6 % sur un an après + 6,9 % à fin mars). Au niveau national, l'évolution annuelle des crédits aux ménages affiche un nouveau ralentissement (+ 3,8 % après + 5,3 % en mars 2012 + 5,6 % en décembre 2011). Cette progression est essentiellement imputable aux crédits à l'habitat, qui affichent une croissance de + 8,9 % en glissement annuel, soit une évolution proche de celle observée au trimestre précédent (+ 9,1 %). L'encours s'établit désormais à 2 milliards € et concentre 66,5 % de l'ensemble des crédits aux ménages guadeloupéens. En revanche, le financement de la consommation des ménages demeure peu dynamique. L'encours progresse de 2,2 % en glissement annuel (après + 2,6 % en mars 2012) et enregistre une faible hausse en rythme trimestriel (+ 0,5 %). Cette évolution apparaît en phase avec le recul de la consommation dans le département à fin juin 2012 dans un contexte économique morose secteurs, s'avère peu propice au dynamisme de la demande de crédit des entreprises.

**L'encours de crédit porté par les entreprises du département affiche un ralentissement** marqué au deuxième trimestre (+ 4,6 % sur un an, soit + 163,9 millions €) après une hausse de 9,4 % en début d'année. En glissement trimestriel, le rythme de croissance ralenti

également (+ 0,4 % après + 1,5 %). Pour comparaison, en France hexagonale, l'activité de crédit aux entreprises augmente de 2 % sur un an après + 3,9 % en mars 2012. La perte de vigueur observée provient en premier lieu des crédits d'investissement qui marquent le pas à fin juin dans un contexte caractérisé par l'incertitude : l'encours diminue de 0,4 % sur un an après une hausse de 7,6 % au trimestre précédent. En rythme trimestriel, il affiche une baisse de 5,7 %. Dans le détail, les crédits à l'équipement des entreprises diminuent de 1,3 % sur un an (- 14,1 millions €) après une hausse de 9,3 % à fin mars. La forte contraction de l'effort d'équipement des entrepreneurs individuels en rythme annuel (- 38,2 %) se confirme en glissement trimestriel (- 37,2 %). En revanche, le crédit-bail affiche une reprise (+ 3,8 %, après 0 % en mars et + 1,1 % en décembre 2011).

## **LE CALENDRIER DU PLFSS 2013**

La présentation des grandes orientations du Projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2013 aura lieu le 1er octobre 2012 lors de la Commission des comptes de la Sécurité sociale.

1er octobre 2012 :

Commission des comptes de la sécurité sociale : Présentation des grandes orientations du Projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2013 - PLFSS 2013 (presse). Transmission officielle du PLFSS au Conseil d'Etat, saisine des caisses de sécurité sociale pour avis

2 octobre 2012 :

Examen du PLFSS en section sociale du Conseil d'Etat

4 octobre 2012 :

Examen du PLFSS en Assemblée générale du Conseil d'Etat

10 octobre 2012 :

Examen du PLFSS en Conseil des ministres

15 octobre 2012 :

Date limite de transmission du PLFSS à l'Assemblée nationale (article LO.111-6 du code de la sécurité sociale)

22-26 octobre 2012 :

Examen du PLFSS à l'Assemblée nationale

6-9 novembre 2012 :

Examen du PLFSS au Sénat

Mi-novembre 2012 :

Nouvel examen du PLFSS modifié à l'Assemblée nationale

Mi-novembre 2012 :

Nouvel examen du PLFSS modifié au Sénat

Fin novembre 2012 :

Examen définitif du PLFSS à l'Assemblée nationale

Mi-décembre 2012 :

Décision du conseil constitutionnel

Vers le 20 décembre 2012 :

Publication au Journal officiel

**PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION**

*Suivez* Nous sur }  
**facebook**



# AFFAIRES INTERNATIONALES

## SOCIÉTÉ ET ÉCONOMIE MONDIALES

### QUELQUES VÉRITÉS À PROPOS DE LA CROISSANCE MONDIALE

Les pays riches du monde entier connaissent des difficultés économiques essentiellement liées à la croissance et à l'emploi, et leur détresse déborde à présent vers les économies en développement. Quels sont les facteurs qui sous-tendent les problèmes d'aujourd'hui et quelle est la pertinence des réponses politiques les plus probables ?

Le premier facteur clé est le désendettement et la faiblesse de la demande agrégée qui en résulte. Depuis le début de la crise financière en 2008, plusieurs pays développés, qui avaient soutenu la demande par un endettement et une consommation excessifs, ont dû réparer les bilans publics et privés. Or, ceci prend du temps – et a détérioré les perspectives des pays en termes de croissance et d'emploi.

Le secteur abrité représente une part considérable de toute économie avancée (environ les deux tiers de l'activité totale), pour laquelle il n'existe aucun substitut à la demande intérieure. Le secteur exportateur pourrait compenser une partie du déficit, mais n'est pas suffisant pour le compenser entièrement. En principe, les gouvernements pourraient combler l'écart, mais une dette élevée (et en croissance) limite leur capacité à le faire (bien que l'importance de cette contrainte fasse l'objet de débats passionnés).

Le fond du problème, c'est que le désendettement impliquera une croissance modeste à court et moyen terme. Si la situation en Europe se détériore, ou si le débat sur le « relèvement fiscal » aux Etats-Unis arrive à une impasse au début de 2013 (lorsque les réductions d'impôts arriveront à échéance et les diminutions automatiques des dépenses entreront en action), un ralentissement majeur deviendra beaucoup plus probable.

Le deuxième facteur qui sous-tend les problèmes actuels touche à l'investissement. La croissance à long terme nécessite des investissements par les particuliers (en matière d'éducation et de compétences), les



gouvernements et le secteur privé. Des investissements insuffisants finissent toujours par diminuer la croissance et l'emploi. La dure vérité est que le revers de la médaille du modèle de croissance tiré de la consommation qui prévalait avant la crise, s'est traduit par des investissements insuffisants, surtout dans le chef du secteur public.

Si le rééquilibrage budgétaire est réalisé en partie via la réduction des investissements, la croissance à moyen et long terme va souffrir, avec pour conséquence moins de possibilités d'emploi pour les jeunes sur le marché du travail. D'un autre côté, maintenir un niveau constant d'investissement a un coût immédiat: il implique le report de la consommation.

Mais la consommation de qui ? Si pratiquement tout le monde est d'accord sur le fait que davantage d'investissements sont nécessaires pour élever et soutenir la croissance, mais la plupart estime que quelqu'un d'autre devrait en payer la facture, l'investissement sera victime d'une impasse concernant le partage du fardeau - qui se reflètera dans le processus politique, les choix électoraux et la formulation des mesures de stabilisation budgétaire.

La question centrale est la fiscalité. Si l'investissement public devait croître sans augmenter le taux d'imposition, les réductions budgétaires nécessaires par ailleurs pour éviter la croissance insoutenable de la dette seraient trop importantes.

Le plus grand défi concerne le partage des fruits de la croissance. Il s'agit d'un défi de longue date qui, en particulier aux États-Unis, remonte au moins à deux décennies avant la crise; sans solution, il menace à présent la cohésion sociale.

La croissance des revenus de la classe moyenne a stagné dans la plupart des pays avancés et les possibilités d'emploi ont décliné, surtout dans le secteur commercialisable de l'économie. La part du revenu imputable au capital a augmenté, au détriment de la main-d'œuvre. Aux États-Unis en particulier, la création d'emplois s'est faite de manière disproportionnée dans le secteur des biens non échangeables.

Ces tendances reflètent la combinaison des forces technologiques et du marché mondial qui ont opéré au cours des deux dernières décennies. Sur le plan technologique, les innovations pour réduire le besoin de main d'œuvre en matière de traitement de l'information en réseau et l'automatisation des opérations ont contribué à creuser un fossé entre croissance et création d'emplois, aussi bien dans le secteur abrité que dans le secteur exportateur.

Dans le secteur exportateur des économies avancées, l'automatisation des processus de fabrication - y compris l'expansion des capacités robotiques et, de manière prospective, l'impression en 3D - a contribué, avec l'intégration de millions de nouveaux venus dans l'évolution rapide des chaînes d'approvisionnement mondiales, à limiter la croissance de l'emploi. La capacité croissante des entreprises multinationales à décomposer ces chaînes d'approvisionnement mondiales par fonction et implantation géographique, pour ensuite les réintégrer à des coûts de transaction de plus en plus bas, supprime la protection sur le marché du travail qui dérivait de la concurrence locale pour les travailleurs.

Ce défi est particulièrement difficile. En effet, la politique économique ne s'est pas beaucoup préoccupée des tendances de répartition défavorables découlant du déplacement des résultats du marché mondial. Et pourtant, la répartition des revenus dans les économies avancées, qui devraient normalement être confrontées aux mêmes forces technologiques et du marché mondial, est, en fait, étonnamment différente d'un pays à l'autre, ce qui suggère que les politiques sociales et/ou les différences de normes sociales ont effectivement un impact distributif. Bien que la théorie de la taxation optimale des revenus aborde directement la question des compromis inévitables entre incitants à l'efficacité et conséquences distributives, on est encore loin d'un équilibre approprié.

Un bilan public en bonne santé pourrait aider, car une partie du revenu qui rémunère actuellement le capital retournerait à l'État. Cependant, à l'exception de la Chine, les positions budgétaires à travers le monde sont actuellement faibles.

En conséquence, le désendettement reste une priorité claire pour un nombre important de pays, réduisant la croissance, alors que la possibilité de contre-mesures fiscales est limitée par les dettes et déficits publics élevés ou en augmentation. Jusqu'à présent, il n'existe que peu d'indications que les politiciens, les décideurs et le grand public veuillent réduire davantage la consommation actuelle via la fiscalité dans le but de rendre possible le financement de plus d'investissement en faveur de la croissance.

En fait, sous la pression fiscale, l'inverse est plus probable. Aux États-Unis, il semble que peu de mesures concrètes capables de répondre au défi de la répartition sont parvenues sur l'agenda électoral des grands partis, nonobstant la rhétorique qui voudrait faire croire le contraire.

Dans la mesure où ceci se vérifie également dans d'autres économies avancées, l'économie mondiale est confrontée à une période de faible croissance pendant de longues années, avec des perspectives négatives

résiduelles liées aux impasses et erreurs politiques en Europe, aux États-Unis et ailleurs. Ce scénario implique une croissance plus faible - potentiellement de 1 à 1,5 points de pourcentage plus faible - dans les pays en développement, y compris la Chine, à nouveau avec une prépondérance de risque à la baisse.

**Traduit de l'anglais par Timothée Demont**

**Michael Spence, lauréat du prix Nobel en économie, est professeur d'économie à la Stern School of Business de l'université de New York et Senior Fellow à la Hoover Institution. Son dernier livre s'intitule The Next Convergence – The Future of Economic Growth in a Multispeed World (La Prochaine Convergence - L'Avenir de la Croissance Economique dans un Monde à Plusieurs Vitesses).**

## **L'ÉCHEC DE LA BANQUE CENTRALE JAPONAISE PRÉFIGURATION DE L'ÉCHEC DE LA FED ET DE LA BCE**

S'il y a bien un organisme qui égale la Fed dans son inefficacité sur le long terme et dans ses actions absurdes, c'est la Banque du Japon. Elle fait la même chose que la Fed sans aucun succès depuis vingt ans ! Les taux d'intérêt au jour le jour sont bas au Japon depuis que le marché boursier a atteint son plus haut. Le coût pour emprunter ne pourrait être plus bas -- à moins de donner de l'argent gratuitement. Mais des taux bas et des achats d'actifs n'ont pas suffi à relancer l'économie japonaise ni son marché boursier. Bernanke a pleinement adopté une stratégie d'échec. Pourquoi poursuivre une politique dont vous savez qu'elle ne marche pas ? Eh bien, pour reprendre ce que dit Bill Clinton, cela dépend de ce qu'on entend par "marcher". Si "marcher" signifie empêcher un effondrement total des prix des actifs et une contraction de la base monétaire, tout en permettant au gouvernement d'enregistrer de gros déficits, alors peut-être cette stratégie est-elle sensée. Mais elle n'est pas sensée si vous voulez voir l'économie reprendre réellement un jour. Le Japon a accumulé un ratio dette publique sur PIB de 200% en essayant de remplacer la demande du secteur privé par des dépenses publiques. La seule raison pour laquelle il peut avoir un ratio dette sur PIB si important sans générer de crise monétaire est que sa dette est presque entièrement financée par les épargnants japonais. Les épargnants japonais ont été si échaudés par l'éclatement des bulles boursière et immobilière qu'ils se sont résolus à perdre une somme fixe d'argent dans l'inflation chaque année plutôt que de tout perdre dans l'éclatement d'une bulle d'actifs. Rien ne semble pouvoir relancer leur vivacité. A en juger par le précédent japonais, le meilleur pari de Bernanke est de mettre sous sédation le public avec de l'argent gratuit. Il s'agit là réellement d'une sorte de guerre psychologique pour convaincre les gens

que tout va bien, même s'ils deviennent plus pauvres dans la réalité. C'est pour cela que Bernanke insiste tant sur la communication. Il reconnaît l'importance de soutenir la confiance dans le système monétaire, même si les preuves de son échec sont partout.

## **OCCIDENT**

### **STOP À L'INTERVENTION OCCIDENTALE EN SYRIE**

**Par Bahar KIMYONGUR**

Jadis, l'Occident menait la Guerre Sainte pour répandre le christianisme et la civilisation. Aujourd'hui, la religion nouvelle s'appelle « droits de l'Homme », « démocratie » ou « protection des civils ». Au nom de ses valeurs et de ses intérêts, l'Occident, États-Unis en tête, ne recule devant aucun sale coup : financement de groupes d'opposition et de filières terroristes, désinformation, opérations psychologiques (Psyops), livraison d'armes, formation de mercenaires, actions de sabotages et de déstabilisation, embargos et sanctions, attentats ciblés, attentats aveugles et au besoin, bombardements massifs.

Si la Syrie est aujourd'hui dans la ligne de mire de nos Etats, ce n'est certainement pas parce que le régime maltraite ses opposants. Nous avons vu en effet comment nos élites pouvaient faire preuve de compassion et d'indulgence envers leurs alliés régionaux qui ne sont pas moins violents comme le régime de Tel-Aviv, celui d'Ali Abdallah Saleh au Yémen, de Ben Ali en Tunisie, celui des Saoud au Royaume du même nom ou celui des Al Khalifa au Bahreïn.

D'abord, la Syrie paie le prix de son attachement à sa souveraineté nationale. C'est le dernier pays arabe capable de résister au courant néoconservateur qui déferle avec le soutien de l'Occident sur les pays de la région à la faveur du « printemps arabe ».

Ensuite, la Syrie subit des représailles pour son insoumission à Israël. L'alliance stratégique que Damas a tissée avec l'Iran et les organisations de la résistance libanaise et palestinienne est un crime grave et sans appel aux yeux de nos élites. Officiellement en état de guerre avec Israël, l'Etat syrien est de surcroît doté de la dernière armée arabe capable de résister à la superpuissance de Tsahal.

Tous les mémorandums altruistes de l'Occident sur la Syrie ne servent qu'à dissimuler ces deux réalités. Pour se rendre compte de l'imposture humanitaire, est-il besoin de rappeler l'aveu d'Henry Kissinger, ancien

secrétaire d'État sous le président Ford, affirmant que « les grandes puissances n'ont pas de principes, seulement des intérêts » (cf. Georges Soros, *On Globalization*, *New York Review of Book*, 2002, p. 12) ?

Nous aurions bien voulu croire que la mission de nos élites soit de répandre le Bien. Mais nous pensons avoir le droit d'être sceptique quant aux intentions et aux moyens mis en œuvre en Syrie par ceux-là même qui nous avaient tant promis l'avènement de la démocratie en Afghanistan, en Irak ou en Libye.

La Libye pour ne citer que cet exemple a curieusement disparu de nos écrans-radars alors que les milices y font régner la terreur et procèdent à une épuration ethnique et religieuse méthodique. Des dizaines de milliers de prisonniers politiques accusés de loyauté envers l'ancien régime et d'émigrés subsahariens croupissent dans plusieurs prisons secrètes. Ces détenus sont quotidiennement torturés et parfois assassinés dans l'indifférence générale. Tous les jours, des attentats sont commis par des inconnus et des règlements de compte opposent des bandes rivales. Les tombeaux des saints considérés comme « hérétiques » sont détruits un à un sous le regard bienveillant des nouvelles forces de « sécurité » (cf. *De Morgen*, 30 août 2012). Bref, la Libye est en pleine voie de « somalisation ».

Depuis dix-neuf mois, un feu destructeur ravage la Syrie. Affirmer que ce feu est alimenté par la seule intransigeance et la seule brutalité du pouvoir syrien est parfaitement malhonnête. Car ce feu n'est ni une nouveauté ni exclusivement dû à des facteurs intérieurs. Ce feu est en effet entretenu sous forme de guerre larvée par les puissances occidentales depuis la libération de ce pays en 1946 du joug français.

Soucieuse de restaurer leur tutelle sur la Syrie, ces puissances coloniales ont indirectement contribué à la militarisation de ce pays en soutenant la création et l'expansion d'Israël (1948) ainsi que toutes les pétromonarchies du Golfe dont le discours religieux sectaire s'avérait utile face au panarabisme prôné entre autres par l'Égypte de Nasser et la Syrie baassiste.

En avril 1949, pour établir leur hégémonie sur la Syrie et soulager Israël, les USA ont soutenu le coup d'Etat du colonel Za'im. En 1957, soit bien avant l'avènement de la Syrie d'Hafez el-Assad, l'axe américano-britannique a planifié d'assassiner trois dirigeants syriens jugés trop pro-soviétiques (cf. Ben Fenton, *The Guardian*, *Macmillan backed Syria Assassination Plot*, 27 septembre 2003). A l'époque, tous les plans de renversement du régime baassiste ont été envisagés par la CIA et le SIS (MI-6) : organisation de troubles, appels à l'insurrection, création d'un «

Comité Syrie Libre », armement de l'opposition, « activation des Frères Musulmans à Damas ». Bien naïf serait celui qui nierait la similitude entre cet épisode de l'histoire syrienne et la situation actuelle.

Revenons un moment sur le traitement de l'information à propos des événements récents.

A partir de mars 2011, profitant de l'agitation naissante dans le pays, nos experts en communication ont exagéré le poids de l'opposition et l'ampleur de la violence d'État tout en minimisant le réel soutien populaire dont dispose le gouvernement de Damas ce que d'ailleurs l'ambassadeur de France en Syrie Éric Chevalier n'a pas manqué de reprocher à son ministre Alain Juppé.

On nous a sciemment caché la militarisation d'une partie de l'opposition syrienne et la présence de groupes terroristes s'infiltrant depuis le Liban, une réalité pourtant constatée dès le mois d'avril 2011 par des journalistes d'Al Jazeera, la chaîne qatarie. La censure imposée par le patron d'Al Jazeera alias émir du Qatar sur les événements qui révéleraient la conspiration anti-syrienne a contraint ces journalistes à faire « défection » pour utiliser un terme que l'on nous sert toujours à sens unique.

Qui plus est, à vouloir dénoncer systématiquement la propagande de l'État syrien, la presse mainstream occidentale a soit gobé soit alimenté la propagande de l'opposition radicale allant jusqu'à déguiser des massacres de soldats ou de civils par des terroristes en « crimes de la dictature » comme à Jisr-Al-Choughour (juin 2011), Houla (mai 2012), Deir Ez Zor (mai 2012) ou Daraya (août 2012).

On peut en conclure que l'Occident mène au moins une guerre psychologique contre la Syrie.

Est-il cependant raisonnable de croire que l'Occident n'est pas militairement engagé dans ce pays ?

En automne de l'année dernière, lorsque le gouvernement syrien a appelé les conjurés à déposer les armes, Victoria Nuland, porte-parole du département d'État US, a sommé ses protégés syriens de désobéir.

Parallèlement, les agents de la CIA et leurs acolytes européens ont incité les soldats syriens à passer dans les rangs d'une armée de mercenaires placée sous commandement de l'OTAN par le truchement de l'armée turque.

Sans surprise, les QG de l'Armée syrienne libre (ASL) installés au Hatay

accueille désormais des terroristes du monde entier désireux d'en découdre avec les Syriens patriotes accusés d'être des « infidèles » à la solde de « l'ennemi chiite ». Ces terroristes y reçoivent une formation militaire, des armes, des pick-up surmontés de fusils-mitrailleurs, des MANPAD (systèmes portatifs de défense anti-aérienne) et des appareils de communication performants.

« Nous avons surtout récupéré des roquettes RPG9 puisées sur les stocks de l'armée saoudienne » jubile un rebelle dans les colonnes du Figaro (28 juin 2012) qui ajoute « Elles ont été acheminées par avion, jusqu'à l'aéroport d'Adana, où la sécurité turque a surveillé les déchargements avant de savoir à qui ces roquettes allaient être destinées ». Petits détails : l'armement saoudien est essentiellement américain et la base turque d'Adana dont parle le terroriste, est la base américaine d'Incirlik.

L'Occident s'est longtemps défendu de fournir des « moyens létaux » aux terroristes alors que des agents du Service fédéral de renseignement (BND) croisant au large de la Syrie transmettaient des informations concernant les mouvements des troupes syriennes aux services britanniques et US pour qu'elles parviennent aux rebelles (cf. Bild am Sonntag, 19 août 2012).

Selon le Sunday Times, les services britanniques basés à Chypre ont eux aussi aidé les insurgés à mener plusieurs attaques.

Le fait d'indiquer à ces derniers à quel moment et quel endroit ils doivent tirer sur les troupes syriennes ne revient-il pas de facto à participer militairement au conflit ? L'Occident semble donc loin d'être neutre et habité par de louables intentions. En cette époque de crise et de récession, il peut même se targuer de mener une guerre low cost dans laquelle les seules victimes sont des Arabes.

En rappelant ces faits, notre but n'est absolument pas de minimiser les responsabilités du gouvernement de Damas dans la terrible répression du mouvement de contestation syrien, les crimes d'État commis au nom de « la paix et la sécurité », le degré de corruption de certains hauts fonctionnaires de l'État, la cruauté de ses services de renseignement, ni l'impunité dont ils ont trop longtemps bénéficié. Tous ces facteurs internes de la tragédie syrienne font partie des éléments déclencheurs de la légitime révolte populaire lancée en mars 2011.

Nous réitérons au passage notre profonde indignation face au degré de violence du conflit syrien et souhaitons que le peuple syrien puisse accéder à l'improbable démocratie à laquelle il aspire légitimement.

En soulignant le rôle de l'Occident dans la militarisation de l'État syrien, nous tenons avant tout à renouveler cet avertissement à ceux qui croient en « la libération » du peuple syrien par la voie des armes : au-delà du caractère illégitime de l'action de nos pompiers pyromanes, celle-ci a pour seul résultat l'augmentation de la souffrance de ce peuple et entraîne inexorablement l'humanité dans une aventure aux conséquences que nul ne peut aujourd'hui mesurer.

Les show médiatique d'un Laurent Fabius qui appelle au meurtre du président syrien (en déclarant qu'il ne mérite pas de vivre), celui d'un Didier Reynders qui vient de plaider au sommet de Paphos pour « le devoir d'ingérence » en Syrie ou les déclarations scandaleusement violentes de l'administration Obama ne font que précipiter l'humanité vers ce chaos.

Hier -au nom du respect de la souveraineté des peuples, de l'humanisme et de la paix-, nous, avons dénoncé l'invasion de l'Afghanistan sans pour autant éprouver de sympathie pour les Talibans. Nous avons manifesté contre l'invasion de l'Irak sans pour autant défendre le président Saddam Hussein. Nous avons protesté contre l'ingérence occidentale en Côte d'Ivoire sans être des laudateurs du président Laurent Gbagbo. Nous nous sommes indignés de l'implication occidentale dans la guerre civile libyenne sans adorer le dirigeant Kadhafi. Et aujourd'hui, nous nous insurgons contre l'intervention militaire en cours en Syrie sans pour autant être des partisans du président Bachar El-Assad. Constatant que la destruction de la Syrie ne profite qu'à ses ennemis de toujours, conscients que seules les initiatives prônant la paix, le dialogue et la réconciliation pourront offrir une alternative digne et viable au peuple syrien, nous appelons tous les véritables amis de la Syrie à condamner l'ingérence de nos dirigeants dans les affaires intérieures de ce pays.

## **AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES**

### **SELON LA CEPALC LES EXPORTATIONS DE L'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES ONT SOUFFERT DU RALENTISSEMENT DE L'ÉCONOMIE MONDIALE**

Le commerce extérieur de l'Amérique latine et des Caraïbes a beaucoup souffert du ralentissement économique enregistré au second semestre de 2011 dans le monde. En effet, la valeur des exportations de la région devrait croître seulement de 4% en 2012, tandis que les importations augmenteront de 3% cette année, selon un nouveau rapport de la CEPALC. Dans son rapport annuel intitulé Panorama d'intégration internationale de l'Amérique latine et des Caraïbes de 2011-2012, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a fait savoir que la récession actuelle dans la zone euro, la morosité économique aux États-Unis et le Japon, et la modération de la croissance en Chine et dans d'autres économies émergentes ont affecté considérablement les échanges dans la région en 2012. À en croire les chiffres issus de ce rapport, la croissance au sein de la région a régressé de 20 points de pourcentage en glissement annuel. Ce ralentissement a affecté les



échanges avec tous les partenaires commerciaux de la région, en particulier les exportations vers l'Union européenne, qui ont chuté de 5% au premier semestre de 2012 par rapport à la même période de 2011. Une situation qui devrait perdurer durant toute l'année selon les prévisions de la CEPALC. Toutefois, à moyen terme, le rapport prévoit que les pays en voie de développement continueront d'être le moteur de l'économie et du commerce mondial, cependant celui-ci devrait ralentir. « Par conséquent, la CEPALC souligne que pour renouer avec cette croissance, il est nécessaire de faire un effort considérable au niveau des circuits d'approvisionnement et de production qui ne sont autres que: les circuits de production, l'innovation, l'éducation, les infrastructures, la logistique et le transport», a déclaré Alicia Barcena, Secrétaire exécutif de cette organisation. Au milieu de cette incertitude internationale actuelle, les prévisions de la CEPALC font état d'une augmentation de la valeur des exportations totales de la région pour les trois prochaines années, mais à des taux inférieurs à ceux enregistrés au cours des années précédentes (5% par an entre 2013 et 2015, contre 20% en moyenne par an au cours de la deuxième moitié de la dernière décennie). Ainsi, la CEPALC lance une mise en garde aux pays de la région sur la nécessité de promouvoir l'innovation, la compétitivité, l'internationalisation des entreprises et l'intégration croissante des petites et moyennes entreprises (PME) dans le processus de production, l'amélioration des relations commerciales intra-régionales ainsi que l'approfondissement des relations avec la Chine et l'Asie-Pacifique. Le Panorama de l'intégration de l'Amérique latine et les Caraïbes 2011-2012 met en lumière d'autres lacunes dans les exportations des pays de la région. Par exemple, parmi toutes les entreprises exportatrices au monde, seulement 2% au maximum sont localisées dans la région. En outre, le premier percentile des exportateurs concentre une proportion inférieure à 70% de leurs exportations dans la plupart des pays de la région. De plus, il y a lieu de préciser une prédominance, au sein de la région, des entreprises qui commercialisent principalement un produit unique pour un marché unique. Enfin, le rapport met également l'accent sur la nécessité de renforcer les liens avec d'autres régions en voie de développement, en particulier l'Asie-Pacifique, le principal pôle de dynamisme économique mondial. Pierre Ricardo Placide  
ppricardo1983@yahoo.fr

## **LA PRÉSIDENTE DU CARICOM SERA ASSURÉE PAR HAÏTI À PARTIR DU 1 JANVIER 2013**

Le Président de la République Michel Martelly, a reçu au Palais National, le jeudi 20 Septembre, une importante délégation de la CARICOM (Communauté Caribéenne), en visite de travail dans le pays en vue d'entamer les premières discussions autour de la Présidence d'Haïti à la CARICOM qui débute le 1er Janvier 2013. Selon un communiqué de la présidence, cette délégation est composée notamment du Secrétaire Général de la CARICOM, l'Ambassadeur Irwin J. Larocque, du Secrétaire Général Assistant de la CARICOM, l'Ambassadeur Colin Granderson, du Directeur du Bureau de Représentation de la CARICOM en Haïti, l'Ambassadeur Earl Stephen Huntley et du Conseiller Juridique de la CARICOM, M. Neville J. Bissember. Plusieurs points portant, entre autres, sur la coopération dans les domaines de l'éducation, la formation professionnelle et universitaire, la formation des enseignants, la présence des cadres haïtiens au sein de la CARICOM, de la mise en œuvre de la décision des officiels haïtiens au sein de la communauté et de l'intégration de la langue française dans les travaux de la CARICOM ont été abordés pendant quelques heures. Le Président de la République et la délégation de la CARICOM sont satisfaits de ces fructueuses discussions. A partir du 1er Janvier 2013, la présidence de la CARICOM sera assurée par le Président Martelly. A ce sujet, le Secrétariat de la CARICOM a informé le Chef de l'Etat que les deux autres

membres, le Président de Suriname et le Premier Ministre de St. Lucie du Bureau de la Conférence composé de Suriname, Haïti et St. Lucie se rendront dans le pays en novembre prochain pour assurer la passation des dossiers importants de la communauté.

**PRÉPARÉE PAR JACQUES DAVILA**



## **ÉTAT DES MARCHÉS**

### **ASIE**

Les Bourses asiatiques ont du mal à s'orienter franchement ce lundi matin, alors que la situation en Europe et en Chine continue de rendre les investisseurs nerveux. A Tokyo, l'indice Nikkei cède 0,4% peu avant la clôture, tandis que Hong Kong recule de 0,1%, mais Taiwan gagne malgré tout 0,2% et le Shanghai Composite avance légèrement (+0,1%) malgré une ouverture en terrain négatif. Séoul reprend aussi 0,1%, mais Sydney recule de 0,5%, Singapour relâche 0,1% et la Bourse de Bombay (indice BSE Sensex) reste proche de l'équilibre (+0,05%) en début de séance. La prudence domine après un sommet franco-allemand ce week-end, qui a affiché au grand jour les divergences franco-allemandes sur le calendrier de l'union bancaire européenne. De plus, le cas de l'Espagne, qui pourrait demander une aide financière, reste en suspens, de même que celui de la Grèce... Par ailleurs, les marchés surveillent de près la querelle territoriale entre la Chine et le Japon, qui ne donne aucun signe d'apaisement. Pékin a reporté ce week-end les cérémonies censées célébrer le 40ème anniversaire de la normalisation des relations entre Pékin et Tokyo... De plus, la crainte d'une faiblesse prolongée de la croissance chinoise commence à faire son chemin... Un conseiller économique de la banque centrale chinoise a ainsi estimé ce week-end que le ralentissement pourrait durer jusqu'en 2013, faute de financements disponibles pour les projets d'infrastructures annoncés récemment. Par ailleurs, un sondage a montré que les industriels et les distributeurs chinois sont moins optimistes que lors de la dernière enquête de ce type, il y a trois mois... Les initiatives boursières manquent aussi avant la publication cette semaine d'une batterie de statistiques aux Etats-Unis : confiance des consommateurs et enquête annuelle du ministère du Travail mardi, puis dépenses et revenus des ménages vendredi. La lecture définitive du PIB au deuxième trimestre sera aussi publiée mardi (elle était de +1,7% lors de 2ème estimation et de 1,5% lors de la première).

### **ÉTATS UNIS**

L'indice vedette de Wall Street changeait de direction lundi en cours de séance et partait dans le vert, dans un regain d'optimisme des courtiers peu avant la fin de la séance en dépit d'inquiétudes sur la zone euro: le Dow Jones avançait de 0,05%. Vers

19H15 GMT, le Dow Jones Industrial Average gagnait 7,10 points à 13.586,57 points même si le Nasdaq, à dominante technologique, continuait de reculer de 0,50% (-15,91 points) à 3.164,05 points. Ce rebond du Dow Jones est lié à "des commentaires faits par (le groupe américain) Caterpillar, qui a indiqué attendre une reprise de l'économie en Chine d'ici la fin de l'année", a indiqué Michael James, de Wedbush Morgan Securities. Or, si la prévision de Caterpillar se confirme, "tout secteur lié aux matières premières ou à la construction bénéficiera d'une amélioration de l'économie chinoise", a-t-il ajouté. Le Dow Jones avait démarré la séance dans le rouge, les courtiers s'inquiétant de la situation économique mondiale, notamment dans la zone euro.

## **EUROPE**

De plus en plus inquiètes pour la croissance mondiale, les Bourses européennes ont entamé la semaine par une nouvelle séance de baisse lundi, alors que la perspective d'intervention des grandes banques centrales ne suffit plus à soutenir la tendance. À Paris, le CAC 40 a terminé en baisse de 0,95% à 3.497,22 points. Le Footsie britannique a cédé 0,24% et le Dax allemand 0,52%, tandis que l'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 a reculé de 0,33%. Une nouvelle détérioration de l'indice Ifo du climat des affaires en Allemagne, en recul pour le cinquième mois d'affilée à son plus bas depuis février 2010, a également plombé l'euro, la monnaie unique poursuivant son repli par rapport au billet vert à 1,2910 dollar. "Le climat des affaires allemand mesuré par l'Ifo continue à reculer, illustrant la réticence des investisseurs envers le plan (de rachat d'obligations) de la Banque centrale européenne", avance Christopher Vecchio, analyste changes chez Daily FX. Si les espoirs placés dans la BCE et la Réserve fédérale américaine ont en grande partie alimenté le rally estival, faisant monter les Bourses européennes à un plus haut de quatorze mois, la multiplication des signes de ralentissement économique incitent désormais les investisseurs à la prudence et aux prises de bénéfices.

## **CHANGE**

L'euro perdait du terrain face au dollar lundi, pénalisé par un regain d'inquiétude sur la zone euro alimenté par la baisse de l'indice de confiance des entrepreneurs en Allemagne en septembre, et alors que les cambistes surveillaient la situation en Grèce et en Espagne. Vers 18H00 GMT, l'euro valait 1,2922 dollar, contre 1,2985 vendredi vers 21H00 GMT. L'euro baissait également face à la monnaie nippone, à 100,58 yens contre 101,42 yens vendredi soir. Le dollar aussi reculait face à la devise japonaise, à 77,83 yens contre 78,12 yens vendredi. Vers 18H00 GMT, la livre britannique montait face à l'euro, à 79,73 pence pour un euro, mais baissait face au billet vert, à 1,6205 dollar. La devise helvétique gagnait un peu de terrain face à l'euro, à 1,2103 franc suisse pour un euro, mais reculait face au billet vert, à 0,9367 franc pour un dollar. La devise chinoise a fini à 6,3093 yuans pour un dollar contre 6,3054 yuans vendredi.

## **MATIÈRES PREMIÈRES**

Les prix du pétrole continuaient de reculer lundi en fin d'échanges européens, dans un marché miné par les inquiétudes sur la demande mondiale d'or noir, et pâtissant d'un regain de craintes sur la zone euro après un indicateur décevant en Allemagne. Vers 16H00 GMT (18H00 HEC), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre valait 109,30 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, perdant 2,12 dollars par rapport à la clôture de vendredi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour la même échéance

lâchait 1,59 dollar, à 91,30 dollars. "Un regain d'inquiétudes sur la vigueur de la consommation pétrolière mondiale pèse sur le marché, en poussant les investisseurs à engranger quelques bénéfices" après le rebond enregistré par les cours du baril jeudi et vendredi, observait Myrto Sokou, analyste du courtier Sucden. Les craintes sur la zone euro avivaient la nervosité des opérateurs, après la publication lundi du baromètre Ifo sur la confiance des entrepreneurs allemands, tombé en septembre à son plus bas niveau en deux ans et demi, un indicateur "médiocre" qui "limitait l'appétit des investisseurs pour les actifs jugés risqués" comme les matières premières, notait Mme Sokou. "Les conditions économiques de la zone euro restent fragiles", dans un marché préoccupé par les négociations en cours entre Athènes et ses bailleurs de fonds, ainsi que par la perspective de mouvements de grèves cette semaine en Grèce contre les mesures d'austérité, ajoutait Myrto Sokou.

**PRÉPARÉE PAR WESLEY AMINATA**



## **M**ANAGEMENT ET DROIT

### **DRH OU DIRECTION DES RÉSEAUX HUMAINS , QUELLE LOGIQUE ?** **Patrick Storhayé**

Relations, Ressources, Richesses, Réseaux... A croire, que la fonction RH ne manque pas « d'R » ! A l'heure où de nombreux acteurs cherchent à s'approprier les mutations profondes du « 2.0 », comme éblouis par une modernité qui dessinerait le chemin vers un nouvel eldorado, il est nécessaire de revenir aux fondements logiques de ces évolutions pour mieux en comprendre la réalité. Ainsi, au-delà des effets de mode (le « 2.0 ») et des effets de manche (le « R » de la fonction qui n'en manque pas), deux questions s'imposent : dans quelle logique cela s'inscrit-il ? Et bien sûr, son corollaire : quelle en est la réalité ? Pour bien comprendre les fondements de cette évolution, il faut se souvenir d'un principe simple : toute organisation utilise des modèles, ou des combinaisons de modèles, qui orientent et définissent ses grands principes d'action. Ces modèles sont des représentations de la réalité à un moment donné. Par nature, ils sont donc plutôt statiques quand la réalité, elle, est plutôt changeante. Parmi les grands modèles qui irriguent la pensée managériale depuis plus d'un siècle, le modèle « industriel », issu de l'organisation scientifique du travail, est le plus connu et encore très répandu. En outre, le développement d'une « société du savoir » a donné lieu à l'émergence d'un autre modèle, le modèle « post-industriel », dont les termes et les liens logiques sont très différents, car résolument tournés vers l'innovation collective. Par définition, ces représentations ont toujours un temps de retard par rapport à l'évolution de l'environnement qu'elles modélisent. Lorsque Fernand Braudel, par exemple, préférait le terme « industrialisation » à celui de « révolution industrielle », il rappelait que le monde agricole n'avait pas brutalement disparu au profit d'un monde industriel mais qu'il s'agissait bien d'une évolution lente, le poids de l'économie agricole ayant lentement décliné au profit de celui de l'économie industrielle. De la même manière, l'économie de l'immatériel, qui repose sur les connaissances, émerge

progressivement dans nos sociétés. Et par ailleurs, l'importance des connaissances augmente aussi dans les entreprises, quel que soit le secteur, à mesure que la complexité des problèmes à résoudre augmente. Toutefois, si les technologies de la connaissance ont envahi très rapidement les mœurs et les usages, leur traduction en termes de maturité économique ne se réalise pas au même rythme. Une transition économique est donc certainement en marche mais elle sera longue. Les exigences auxquelles un métier est confronté, le métier des RH par exemple, évoluent plutôt au gré du flux des demandes incessantes de la réalité alors que les principes qui régissent la manière dont il est organisé et structuré est plutôt dérivée des modèles. Ceci explique en partie la raison pour laquelle il y a toujours un décalage entre les observations de ceux qui, à la lecture des signaux faibles de l'environnement, décèlent l'émergence d'un « nouveau » modèle et la réalité qui prédomine dans les usages. Il en va également ainsi du « R » de la fonction « R »H, qui traduit ces transitions entre modèles. C'est ce que nous tenterons d'expliquer ci-après.

### **« Du R de la Relation au R des Ressources »**

Le modèle industriel issu de l'organisation scientifique du travail est tourné vers la recherche de productivité. Ainsi, puisque l'entreprise vise un principe d'économie de ressources, chaque grand domaine ou chaque métier, en cela qu'il s'inscrit dans un découpage de la chaîne de valeur ajoutée, doit adopter cette même posture d'optimisation permanente des ressources qu'il emploie pour obtenir le résultat souhaité. Le principe directeur sous-jacent pour la fonction RH est alors simple : on définit d'abord la structure c'est-à-dire une organisation puis on détermine ensuite ses besoins en termes de ressources, les compétences requises sur un plan collectif (en volume : GPEC) puis individuel (adéquation homme/poste) dans le respect du principe d'optimisation emploi/ressources. D'un côté le moteur, de l'autre l'énergie qu'il consomme. De la même façon, une direction informatique, définira des processus (le moteur) et veillera au carburant qu'il utilise, l'information. En d'autres termes, pour simplifier l'image : c'est parce qu'on a un squelette bien conçu (l'organisation de la structure), des muscles souples et puissants (les hommes), du sang qui les irriguent (l'information) et des veines qui le font circuler (processus) que le sportif court vite. Dans cette optique, l'homme est alors une ressource au même titre que l'information. Pour optimiser cette logique de productivité, on privilégiait alors la division des tâches : au plus fin, le poste, à l'échelon intermédiaire, des fonctions repères, au niveau le plus macro, le métier. Le métier comme le poste sont donc soumis au même principe d'économie de ressources. Dans une première étape, le découpage en métier a vu émerger la fonction d'administration du Personnel. La fonction avait alors pour mission de ne s'occuper que de la logistique liée à l'emploi des personnes, comme si celles-ci n'avaient pas d'autres besoins, exigences et contraintes que d'être gérées. Puis la sociologie des organisations a montré que les choses n'étaient pas si simples : ces personnes forment aussi des groupes qui interagissent entre eux et s'organisent pour atteindre des buts. La notion de Relations Humaines émergeait alors. Dans la poursuite de la finalité initiale d'optimisation des ressources, les entreprises ont commencé à professionnaliser la fonction en introduisant progressivement des méthodes et des outils destinés à améliorer à la fois le rendement du moteur (l'organisation) et l'efficacité marginale de sa ressource (les Hommes). La gestion des « Ressources Humaines » prenait alors ses lettres de « noblesse » comme modèle de représentation dominant, à mesure que les entreprises adoptaient le registre de déclinaison RH du modèle industriel: GPEC, évaluation de postes, classification, développement des compétences etc. Dans le même temps, le département informatique prenait aussi son envol. De la logistique d'achat de machines et de logiciels, il devenait une direction

cherchant à optimiser le système d'information de l'entreprise en industrialisant les processus à l'aide d'outils informatiques. Ce découpage a naturellement créé à des zones de friction entre les deux fonctions ainsi que des zones d'inefficacité. Les zones de conflit s'exprimèrent sur le terrain du contrôle de la ressource stratégique. Les Hommes étant humains, et l'information leur donnant du pouvoir, ils se sont battus sur ce point : DRH et DSI se heurtent souvent au contrôle de l'information (annuaire d'entreprise contre SIRH, intranet de communication etc.). Par ailleurs, les sources d'inefficacité proviennent du découpage en lui-même, qui conduit à ce que le cloisonnement des processus ne soit pas toujours fluide au regard des besoins essentiels de l'organisation. Cette représentation de la fonction Ressources Humaines, et sa ligne de partage, avec la direction informatique est encore le modèle le plus courant.

### **« Du R de la Richesse au R des Réseaux »**

Le modèle post-industriel est tourné vers l'innovation et vise dans ses principes à valoriser les ressources rares pour optimiser la performance de l'ensemble de l'entreprise, mesurée à sa son agilité et à sa capacité d'adaptation et d'innovation. La complexité grandissante des situations auxquelles les entreprises sont confrontées, l'incertitude liée à la fréquence des changements et l'augmentation exponentielle de l'intensité concurrentielle, exige en effet toujours plus d'adaptation, de flexibilité, et d'innovation de la part des entreprises. L'enjeu de l'intelligence collective qui en résulte place l'accent sur les connaissances, leur développement et leur capitalisation. L'Homme devient alors la ressource stratégique, le capital sur lequel on investit, une Richesse. En d'autres termes, l'information dans un système, dissociée du savoir détenu par les hommes ne suffit pas. L'information, source de la connaissance, devient le principal carburant de l'organisation. Le concept d'entreprise apprenante traduit bien cette idée. Les zones de conflit entre fonctions informatique et RH traduisent d'ailleurs cette réalité. L'information devenue connaissance, il fallait alors être maître de sa destinée. Le management des connaissances a certainement été l'un des théâtres les plus évidents de ce débat. Portée par la puissance des systèmes et des outils, la direction informatique s'est emparée du sujet pendant de nombreuses années. Jusqu'à ce que l'humain réapparaisse: la coopération n'est pas naturelle et la culture du partage encore moins. Pour que l'information devienne connaissance, elle a besoin d'être transmise selon différents modes et notamment par celui qu'on appelle la « socialisation » pour les connaissances tacites. Les défis des fonctions RH et informatique évoluent alors en conséquence. La fonction RH est placée face au défi de l'intelligence collective quand la fonction informatique doit faire face à la fluidité des processus métier et à leur harmonie avec les besoins de l'organisation : on recherche plus la souplesse et l'adaptation du tout, et moins l'efficacité marginale de chacun de ses composants. En écho à l'expression direction des « Richesses humaines » naît alors une fonction informatique faite « d'architectes qui urbanisent ». Les sources de conflits continuent à exister naturellement (puisqu'il y a partage des eaux) mais les lignes de démarcation se déplacent. Le conflit entre RH et SI ne porte plus sur l'information mais sur les territoires et devient donc un sujet de gouvernance des systèmes d'information. Les zones d'inefficacité se déplacent également : elles portent désormais sur la complexité des systèmes d'information. La richesse dont il est ici question c'est le continuum « information-connaissance » et la façon dont celui-ci se crée, s'enrichit et se développe individuellement & collectivement. Sur ce plan, les évolutions comportementales observées sur Internet sont proches de ce que l'on peut observer dans l'entreprise. La démocratisation des technologies issues de l'Internet a permis à ce que chacun devienne plus un acteur qu'un consommateur d'information. C'est cette

évolution, qui s'est entre autres matérialisée par l'essor des blogs, qui marqua la première rupture avec le Web 1.0 : on passait en quelque sorte d'une ère du « Read-Only Web » à celle du « Read-Write Web », ou l'ère du « consomm'acteur » d'information. Le phénomène de production d'information par les consommateurs s'est ensuite très vite amplifié (« Content Generated by User » ou le « Contenu Généré par les Utilisateurs ») sous l'impulsion des medias sociaux. La combinaison de ses deux évolutions comportementales a donné naissance au vocable 2.0 pour marquer l'avènement d'un Web collectif où chacun est à la fois acteur et consommateur de l'information. Le pas fut alors vite franchi pour parler d'une « DRH 2.0 », par analogie au modèle post-industriel dans lequel la notion d'intelligence collective est centrale, et fondée, entre autres, sur la capacité de chacun à être consommateur et acteur de la connaissance. En parallèle, les medias sociaux démontrant en partie une réelle capacité à produire concrètement une forme d'intelligence collective, les DRH commencent à en importer les principes en interne dans leurs entreprises (réseau social d'entreprise, wiki etc.). Les medias sociaux, au regard de nombreux observateurs, préfigurent ainsi en quelque sorte un nouveau mode d'organisation de production de connaissances et d'intelligence collective. En réalité, le formidable essor des medias sociaux ne provient pas uniquement de la capacité de chacun à devenir producteur d'information. Le phénomène collectif de réseau est également essentiel et celui-ci n'est possible dans les faits qu'à la condition qu'un principe d'ouverture maximum soit respecté. Or, c'est là où la comparaison avec le monde de l'entreprise est en léger décalage, car cette dernière est encore souvent régie par de forts principes de confidentialité et de contrôle. Toutefois, les écosystèmes d'affaire conduiront progressivement de fait les entreprises à repenser le tracé des frontières entre leurs univers interne et externe : les deux seront « condamnés » à s'interpénétrer. Ainsi, lors d'une conférence pour ADP intitulée « La guerre des talents est terminée, le talent a gagné »<sup>1</sup> (voir présentation à télécharger en bas de page), en octobre 2008 à Paris puis en avril 2009 à Lyon, j'avais en ce sens évoqué que l'entreprise disposait de plus de talents à l'extérieur qu'à l'intérieur : la richesse dont nous parlions, la connaissance, est par définition plus abondante à l'extérieur, et l'entreprise qui saurait faire naturellement appel à ses réseaux externes dans le cadre de ses processus usuels disposerait alors d'un avantage concurrentiel significatif. Cette ouverture vers le « R » des Réseaux constituait alors le prochain défi du DRH, peut-être celui que l'on pourrait qualifier de « DRH 3.0 » !

**PRÉPARÉE PAR ROMUALD MYRIAM**

Suivez Nous sur }  
**facebook**



# TABLEAU DE BORD

## LE SMIC

Le montant du SMIC horaire brut est fixé, à partir du 1er juillet 2012 à **9,40 €** soit **1425,7 € brut mensuel** sur la base de la durée légale de travail de 35 heures hebdomadaire ( **1120 net** ).

Avec la prise en compte de l'accord BINO le salaire minima est de: **1679,7 € brut mensuel** dont **254€** de prime BINO.

Avec les critères de Guadeloupe les chiffres sont : **9,50 brut ; 1440,86 brut**

## INDICE DU COÛT DE LA CONSTRUCTION:

L'indice du coût de la construction (ICC), s'élève au 4e trimestre 2011 à 1.638 points soit une augmentation annuelle de 6,85 %. Au quatrième trimestre 2011, l'indice des loyers commerciaux s'établit à 106,28. Sur un an, il est en hausse de 3,26 %.

## POPULATION

POPULATION 2010: 407 205 habitants

## OFFRE

PIB 2010 : 8,9 dont 34 % de PIB non marchand ( 3,1 )

IMPORTATIONS 2010: 2,5

RESSOURCES TOTALES : 11,4

## DEMANDE

CONSOMMATION 2010:10,3

INVESTISSEMENT 2010 : 0,8

EXPORTATIONS 2010 : 0,3

DEMANDE TOTALE : 11,4

## PRIX

MAI 2012 : 1,3% SUR UN AN

## EMPLOI , CHÔMAGE

DEMANDEURS D'EMPLOI EN JUILLET : 64.610

OFFRE D'EMPLOI EN JUILLET :NC

## NOMBRE D'ENTREPRISES

NOMBRE D'ENTREPRISES CRÉÉES MARS 2012 : 542

**PRÉPARÉE PAR L 'OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE**



# LA NATION

**PUBLICATION DU GROUPE MEDIA CARAIBE : 22 BIS  
RUE ALEXANDRE ISAAC POINTE À PITRE GUADELOUPE**

**INTERNET :** SITE INTERNET : <http://guadeloupeconvention.typepad.com> ;  
**FACEBOOK** <http://www.facebook.com/pages/La-Nation/157867524265289>

## **RÉDACTION**

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET RÉDACTEUR EN CHEF : **ELUTHER JEAN PAUL**  
COMITÉ DE RÉDACTION : José Ayassamy ; Romuald Myriam ; Jacques Davila; Wesley aminata.

## **ADMINISTRATION :**

PRÉSIDENT DU CONSEIL D ADMINISTRATION : DAVILA JACQUES

COORDONNATEUR ADMINISTRATIF:

Abonnement : 0690 40 42 55 ;

Publicité : Régie Caraïbe de publicité 0690 40 42 55 ;

Agence de presse : Média info

*Suivez* Nous sur }  
**facebook**



**Pensez ENVIRONNEMENT : n'imprimez que si nécessaire**

*Suivez* Nous sur }  
**facebook**